

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 31 mai 2016

Direction des finances

29 2015.RRGR.1110 Motion 283-2015 Trüssel (Trimstein, pvl) Le canton de Berne ne doit pas faire concurrence aux PME

N° de l'intervention: 283-2015
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Trüssel (Trimstein, pvl) (porte-parole)
Flück (Brienz, PLR)
Cosignataires: 0
Urgence refusée: le 19.11.2015
N° d'ACE: 254/2016 du 2 mars 2016
Direction: FIN

Le canton de Berne ne doit pas faire concurrence aux PME

Le Conseil-exécutif est chargé de délimiter dans une loi de participation la possibilité pour le canton ou les entreprises dont il est actionnaire d'entrer en concurrence avec les entreprises de l'économie privée.

Développement

L'évolution actuelle au sein de BKW prend des formes inquiétantes. La décision stratégique de BKW de développer les prestations de service débouche sur l'acquisition d'entreprises dont les activités se situent dans les domaines de la planification, des installations, des façades et du solaire. D'autres acquisitions sont prévues ou en préparation.

Alpiq poursuit la même stratégie avec sa filiale Alpiq Intec, qui a acheté les entreprises les plus diverses afin de pouvoir ensuite les fusionner. Dans le cas de Bären Haustechnik, ewb a suivi la même stratégie, ce qui lui a valu d'énormes pertes.

BLS gère des agences de voyage. Or, la compagnie touche des subventions et des contributions pour le financement de ses projets de construction. Le fait que ces activités ont pour effet de fausser le marché saute aux yeux.

Le canton ne peut pas être un compétiteur de l'industrie. Sans compter que les risques financiers pour le canton sont considérables, comme le montrent les exemples mentionnés.

Inutile de dire que les activités exercées dans des domaines fortement réglementés tels que la psychiatrie et les hôpitaux ne relèvent pas de cette problématique.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion entend charger le Conseil-exécutif de soumettre au Grand Conseil une loi de participation définissant dans quelle mesure les entreprises dont le canton est actionnaire peuvent entrer en concurrence directe avec les entreprises de l'économie privée.

Les entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire sont les suivantes : BCBE SA, BEDAG SA, BKW SA, BLS SA, IWAG et les centres hospitaliers régionaux. Toutes ces entreprises sont en concurrence directe avec le secteur privé dans leur cœur de métier. Le canton détient en outre des participations non majoritaires dans d'autres entreprises, par exemple dans diverses entreprises de transport concessionnaires, Flughafen Bern AG ou Schulverlag plus AG.

Les auteurs de la motion expriment un certain malaise à l'égard des activités de marché des entreprises dont le canton est actionnaire. La Confédération, le canton et les communes détiennent traditionnellement des participations dans un grand nombre d'entreprises. Depuis la libéralisation progressive des industries de réseau, à partir de la fin des années nonante, de nombreuses entreprises des secteurs de la communication, de l'énergie et des transports sont de plus en plus présentes sur des segments concurrentiels, voire parfois sur des marchés

internationaux. Les multiples évolutions des techniques et des marchés contraignent les entreprises à adapter continuellement leur portefeuille de prestations et leur stratégie commerciale pour rester compétitives. Dans ces conditions, il est naturel que les entreprises contrôlées par le canton entrent de plus en plus en concurrence avec les acteurs de l'économie privée.

La concurrence entre les entreprises publiques et privées n'est pas a priori un problème. Au contraire : d'un point de vue économique comme dans l'intérêt du canton, les entreprises contrôlées par l'Etat doivent elles aussi affirmer leur position sur le marché. Et rien ne s'y oppose légalement, à condition qu'elles soient soumises aux mêmes règles que les entreprises privées et qu'elles ne profitent pas d'avantages particuliers.

Le canton doit en outre respecter les limites de ses compétences. En ce qui concerne les sociétés anonymes de droit privé, ses droits de participation se limitent aux droits de l'actionnaire selon le Code des obligations et les statuts, c'est-à-dire en particulier à la participation et au droit de vote à l'assemblée générale. Les statuts peuvent en outre accorder au canton le droit de déléguer des représentants au conseil d'administration. A part cela, le canton n'a pas davantage de prérogatives que les autres actionnaires. Il ne peut pas limiter directement les activités d'une société anonyme de droit privé au moyen des dispositions de droit public. Ce sont les statuts qui servent à cela en vertu du Code des obligations. Le canton a donc seulement la possibilité de demander à l'assemblée générale de modifier les statuts pour limiter les activités de la société, et encore il ne peut imposer cette mesure que s'il est actionnaire majoritaire. Mais même pour cela, la marge de manœuvre est très réduite, car le but lucratif de ces entreprises qui est inscrit dans la loi ne peut être supprimé sans l'accord de tous les actionnaires et doit être impérativement respecté dans tous les autres cas.

En conséquence, le Conseil-exécutif refuse pour des raisons à la fois économiques et juridiques de limiter les activités de marché des entreprises dont il est actionnaire.

Règlementation en vigueur

Le canton de Berne ne dispose pas d'une loi de participation cantonale. En ce qui concerne les entreprises importantes dont il est actionnaire, c'est en général une loi spécifique qui règle la forme juridique, le but de la société, la participation du canton ainsi que les compétences. Le but de la société est d'ordinaire décrit d'une manière très générale, comme l'illustre par exemple l'article 2 de la loi sur la société anonyme Banque cantonale bernoise (LSABCBE) :

¹ *En tant que banque universelle, la société anonyme Banque cantonale bernoise effectue toutes les opérations bancaires usuelles. Elle soutient le canton et les communes dans l'accomplissement de leurs tâches et favorise le développement économique et social dans le canton.*

² *Les détails sont réglés dans les statuts.*

Même dans le cas de la Bedag, qui appartient intégralement au canton, le but de la société est décrit en ces termes très généraux à l'article 3 de la loi sur la société anonyme Bedag Informatique :

¹ *La Bedag Informatique fournit des services en matière d'informatique et observe ce faisant les principes de l'économie de marché.*

² *Elle peut accomplir tous les actes juridiques compatibles avec le but de la société, notamment acquérir et aliéner des immeubles, emprunter et placer des fonds sur les marchés monétaire et financier, fonder des sociétés, participer à des sociétés ou coopérer sous une autre forme avec des tiers.*

³ *Les statuts règlent les modalités de détail et concrétisent la stratégie du propriétaire de l'entreprise fixée par le Conseil-exécutif.*

Il n'existe pas encore de loi de participation spécifique pour BKW SA, mais le Conseil-exécutif a chargé la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie d'élaborer un projet de loi correspondant. La consultation relative à la loi sur la société BKW est prévue au plus tôt pour le second semestre 2016.

Pour les participations cantonales importantes, la forme juridique, le but de la société, le montant de la participation ainsi que l'organisation et la surveillance sont en principe réglés dans des lois

spécifiques et cela doit rester le cas. Mais les lois sur les participations cantonales ne doivent ni ne peuvent contenir des dispositions concernant les activités de ces sociétés sur le marché. Il faut impérativement que les entreprises puissent décider elles-mêmes de ces activités au titre de leur liberté entrepreneuriale et de ce fait, seule une modification de leurs statuts peut en principe permettre – le cas échéant – de les diriger à cet égard.

Le Conseil-exécutif propose en conséquence de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zur Motion «Keine Konkurrenzierung von KMU durch den Kanton Bern». Der Regierungsrat empfiehlt die Motion zur Ablehnung. Als erstes hat der Motionär das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Geschätzter Präsident, geschätzte Frau Beteiligungsministerin, ich möchte Ihnen zuerst erzählen, wie es zu dieser Motion kam. Der Unwille des Gewerbes über die zunehmende Konkurrenz durch die BKW kam mir immer wieder zu Ohren. Ich bin selber in dieser Branche tätig. Es ist eine enorme Unzufriedenheit feststellbar, die von niemandem aufgegriffen wird. Der normale Gewerbler kann nicht differenzieren, ob er es mit einer AG oder mit einem Kantonsbetrieb zu tun hat. Für ihn ist es einfach die BKW, und diese gehört dem Kanton. Im Moment haben wir keine Möglichkeit, auf die strategische Ausrichtung der BKW Einfluss zu nehmen. Zumindest steht dies so in der Antwort. Ich frage mich allerdings, wozu man Mehrheitsaktionär einer Unternehmung ist, wenn man keinen Einfluss nehmen kann. In der Antwort der Regierung steht weiterhin, dass es kein Problem sei, wenn die öffentliche Hand Privatbetriebe konkurrenzieren. Allerdings stelle ich fest, dass die BKW mit ihren zugekauften Betrieben systematisch Elektrospeicher- und Elektroboiler-Kunden anschreibt und die entsprechenden Aufträge ihren Subakkordanten zuschiebt. Diesen Wissensvorsprung hat ein normaler Gewerbebetrieb nicht. Nun soll mir jemand erklären, was dies mit gleich langen Spiessen zu tun hat.

Ich habe einmal bei der Verwaltung eine Liste der kantonalen Beteiligungen bestellt und habe stolze zwei A4-Seiten mit Beteiligungen aus ganz unterschiedlichen Bereichen erhalten. Wenn man diese durchliest, tun sich Abgründe auf: Wir sind an einem Kongresshaus im Jura, einer Schweizerischen Gesellschaft für Hotelkredite und einem Schulverlag sowie an Salinen beteiligt. Weiter haben wir eine Blumenbörse im Portfolio. Wir sind auch an einer Erdölexplorationsfirma namens SEAG beteiligt. Soweit ich weiss, hat man diese Beteiligung jedoch per 1. 1. 2016 verkauft. Die BKW verfügt über einen Börsenwert von rund 2,2 Mrd. Franken. Für den Kanton Bern entspricht dies einem Börsenwert von rund 1,1 Mrd. Franken. In den Büchern taucht die BKW mit 60 Mio. Franken auf. Mich hat auch erstaunt, dass die BKW-Beteiligung heute im Finanzvermögen zu finden ist. Das heisst, der Besitz von BKW-Aktien ist für den Kanton Bern nichts weiter als eine Beteiligung an einer börsenkotierten Unternehmung.

Es gibt Untersuchungen der BKW, die zum Schluss kommen, dass die Frau Finanzministerin die BKW heute selbständig und ohne gesetzliche Grundlage verkaufen könnte. Dass die Regierung den Mut dazu selbstverständlich nicht aufbringt, ist klar. Es ist auch klar, dass man lieber das Parlament mit in die Verantwortung nehmen will. Deshalb stösst man natürlich offene Türen auf, wenn von Seiten der FDP gefordert wird, ein Beteiligungsgesetz zu verfassen. Sobald wir ein Beteiligungsgesetz haben, wird die BKW automatisch ins Verwaltungsvermögen übertragen. Mit dem Verwaltungsvermögen zementieren wir die Staatsgarantie. Die Kompetenz über das weitere Vorgehen in Bezug auf die BKW wird dann an das Parlament übergehen.

Diese Session steht unter dem Schlagwort «Transparenz». Dazu möchte ich auch meinen Beitrag leisten. Ich bin der Meinung, dass es an der Zeit ist, einmal substanziell über den Sinn und Unsinn diverser Beteiligungen zu diskutieren. Ich betone: Substanziell. Ich erwarte eine Auslegeordnung. Ich erwarte, dass die Verwaltung über jede einzelne Beteiligung Rechenschaft ablegen muss. Ich

möchte, dass sie uns dies in einem Vortrag, den wir als Diskussionsgrundlage verwenden können, präsentiert. Mit diesem Vorstoss will ich nichts anderes erreichen, als den politischen Diskurs über Sinn und Unsinn dieser Beteiligungen anzustossen. Wir haben eine historisch gewachsene Beteiligungsstruktur. Man hat einmal hier einem Landi-Laden einen Gefallen getan, und man hat dort eine Beteiligung an einem Milch verarbeitenden Betrieb erworben. Nach und nach hat sich ein Haufen Gerümpel angesammelt, den man erst einmal ausmisten muss. Wir können die Beteiligung an der BEDAG und an der BKW auch einzeln durchdiskutieren, aber ich bin der Meinung, dass wir viel effizienter sind, wenn wir alles in einem einzigen Durchgang anschauen. So müssen wir nicht über 100 Motionen diskutieren. Es liegt immer noch in unserer Kompetenz, danach ins Gesetz zu schreiben, was wir haben wollen und was nicht. Aber lassen Sie uns diese Diskussion führen.

Le président. Nun hat der Mitmotionär das Wort.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Ich bin auch einer jener Gewerbler, die direkt von dem Thema betroffen sind. Dies möchte ich offenlegen. Es stört viele Gewerbebetreibende, dass der Kanton bei Unternehmen wie der BKW als Mehrheitsbesitzer auftritt und das Gewerbe direkt konkurrenziert. Dabei geht es mir aber nicht nur um die Tiefbauunternehmen, Haustechnikanbieter, Ingenieurbüros oder Elektrounternehmen, die von der BKW landauf, landab und sogar im Ausland aufgekauft werden. Es geht mir auch etwa um die Aktivitäten der BLS im Reisebürobereich. All diese angeschlossenen Unternehmen profitieren von der Werbung, welche die BKW im Fernsehen oder durch ihr Engagement bei Swiss Ski macht. Dasselbe gilt für das Engagement der BLS im Umfeld des SC Bern. Wie Mitmotionär Trüssel gesagt hat, haben viele Gewerbebetriebe für diese Aktivitäten kein Verständnis. Ich wurde deshalb von verschiedenen Seiten angesprochen. Dieser Missstand sollte korrigiert werden.

Ich denke, wir sind gefordert, eine Grundsatzdiskussion darüber zu führen, wo die staatliche Beteiligung gerechtfertigt ist, und wo nicht. Dazu habe ich eine klare Haltung: Sowohl auf Gemeinde- wie auch auf Kantons- oder Bundesebene soll die öffentliche Hand für die Grundversorgung mit Strom und Wasser sowie für die Abwasser- und Kehrrichtentsorgung und für Strassen und Bahnen zuständig sein. Dazu gehört auch die Bereitstellung des Stromnetzes. Dies soll der Grundauftrag sein. Hier soll der Staat sagen können, was zu geschehen hat. Es käme ja niemandem in den Sinn, die Wasserversorgung einem Privaten zu überlassen, der dann das Wasser verkaufen darf, wie er will. Der Kanton soll jedoch nicht Mitbesitzer von Unternehmen sein, welche das Gewerbe direkt konkurrenzieren. Diesem Missstand müssen wir entgegentreten. Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie, der Motion von Daniel Trüssel und mir zuzustimmen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die Motionäre wollen in einem Beteiligungsgesetz regeln, wie Unternehmen, an denen der Kanton beteiligt ist, in Konkurrenz zur Privatwirtschaft treten dürfen. Es soll ein Gesetz für alle Gesellschaften mit kantonaler Beteiligung geschaffen werden. Als Auslöser dieses Vorstosses gilt die Strategieänderung der BKW, die neben der Stromerzeugung und dem Unterhalt des Netzes vermehrt auf Dienstleistungen setzen. Zu diesem Zweck hat die BKW etliche Unternehmen gekauft. Unternehmen, die im Bereich Planung, Installation, Fassadensanierung und Solartechnik tätig sind. Die BKW konnten mit diesen Zukäufen rasch im Markt Fuss fassen und wurden so zu Konkurrenten zahlreicher KMU. Im Namen der BDP nehme ich zu dieser Situation wie folgt Stellung: Wir teilen die Befürchtung des Motionärs, dass die zugekauften oder aufgebauten Unternehmen, an denen die BKW beteiligt ist, durch die starke Mutterfirma und ihre schiere Marktmacht etliche Gewerbebetriebe in die Defensive drängen oder benachteiligen können. Wir legen Wert darauf, dass alle Beteiligten den gleichen Regeln unterworfen sind und auf dem Markt mit gleich langen Spiessen kämpfen können. Da muss man genau hinschauen. Ich gebe zu, dass es nicht immer einfach ist, dies in der Praxis zu überprüfen.

Die BDP-Fraktion bleibt dabei, dass dieser Vorstoss nicht dazu dienen kann, sich ins operative Geschäft der einzelnen Beteiligungen einzumischen. Die Mitsprache der Politik hat sich auf die Aktionärsrechte zu beschränken, gerade weil in der Politik sehr heterogene Meinungen vorhanden sind. Wir sind mit dem Motionär einig, dass die aktuelle Strategie der BKW auch Risiken birgt. Die Frage sei erlaubt, ob und inwieweit der Staat diese Risiken in Kauf nehmen soll. Für die Versorgungssicherheit braucht es keine staatliche Beteiligung. Das Stromversorgungsgesetz regelt die Versorgungspflicht. Auf der anderen Seite zahlen die BKW Jahr für Jahr eine namhafte

Dividende, welche für den Kanton auch eine zuverlässige Einnahmequelle darstellt.

Die BDP hat sich Gedanken dazu gemacht, wie sie mit dieser Motion umgehen soll. Einerseits nimmt sie eine berechtigte Sorge des Gewerbes auf. Andererseits ist die Motion der FDP, die wir ja während dieser Session auch noch behandeln werden, aus unserer Sicht zielführender. Deshalb lehnen wir diese Motion ab. Ein Postulat fände jedoch unsere Zustimmung, auch wenn diese nicht ganz ungeteilt ist.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Ich möchte einleitend auf die Motionsforderung zu sprechen kommen. Der Motionär hat seine Begründung eigentlich nicht auf das abgestützt, was wir der Motionsforderung entnehmen können. Die Motion fordert, dass Organisationen, an denen der Kanton beteiligt ist, nicht in direkte Konkurrenz zur Privatwirtschaft treten dürfen. So lautet die Forderung. In der Begründung wurde hingegen gesagt, man solle sich überlegen, ob der Kanton überhaupt noch an Unternehmen beteiligt sein soll. Das sind zwei verschiedene Dinge: Die Motion will, dass keine Konkurrenzierung privater Betriebe durch Organisationen auftreten soll, an denen der Kanton beteiligt ist. So haben wir von der EVP diese Motion verstanden.

Wir sind der Meinung, dass damit ein Thema angesprochen wird, welches aus der Sicht der EVP eigentlich kein Problem darstellt. Wie Sie wissen, fordert die EVP vom Kanton eine effiziente und damit auch marktfähige Leistungserbringung, und nicht ein Verwalten im geschützten Rahmen. Unternehmen, an denen der Kanton beteiligt ist, oder Organisationen, die staatliche Beiträge erhalten, müssen sich auf dem Markt bewähren. Der Motionär fordert hier quasi ein Marktverbot für diese Unternehmen. Es gibt jedoch immer eine Schnittmenge zwischen Service public und marktfähiger Leistung. Darum ist es für die EVP klar, dass es gewisse Regelungen braucht, damit kein Missbrauch geschieht. Diese Regelungen haben wir eigentlich schon: Wir haben die Möglichkeit spezifischer Beteiligungsgesetze sowie der Eigentümerstrategie. Weiter können Leistungsvereinbarungen getroffen werden, die gemäss Staatsbeitragsgesetz geregelt sind, und es gibt sogar Controlling-Massnahmen. Im Rahmen des Staatsbeitragsgesetzes, über welches wir kürzlich diskutiert haben, hat die EVP verstärkte Controlling-Massnahmen gefordert, um eben genau hinschauen zu können, damit es nicht zu Quersubventionierungen kommt. Die Grundlagen sind vorhanden, um in diesem Bereich eine saubere Lösung zu finden. Darum lehnen wir diese Motionsforderung, so wie wir sie verstehen, ab.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diesen Vorstoss ebenfalls ab. Ich bin auch ein wenig verwirrt, nicht so sehr wegen des Textes, sondern weil gesagt wurde, man wolle die Liste der Beteiligungen anschauen und dann darüber diskutieren. Doch wenn man die Traktandenliste dieser Session studiert, sieht man, dass bereits Tatsachen geschaffen werden sollen. Es geht offenbar nicht mehr gross ums Diskutieren. Unsere Fraktion kann der Begründung der Finanzdirektorin und des Regierungsrats folgen. Es ist eine Tatsache: Trotz der kantonalen Mehrheitsbeteiligung sind diese Unternehmen im freien Markt tätig. Wie gesagt wurde, ist der Kanton häufig nicht alleiniger Aktionär, sondern nur ein Aktionär unter vielen und kann somit nicht allein entscheiden. Das Streben nach Gewinn ist nötig, weil die Betriebe Teil der Privatwirtschaft sind. Es liegt auch im Interesse des Kantons, dass Gewinne erwirtschaftet werden, die man danach wieder für Investitionen einsetzen kann. Damit es einen Gewinn erzielen kann, muss ein Unternehmen wettbewerbsfähig sein. Dies trifft insbesondere auf die BKW und die ihr angegliederten Unternehmen zu, die von einem starken technologischen Wandel betroffen sind. Dadurch muss man als Unternehmung immer wieder neue strategische Überlegungen anstellen. Nach unserer Meinung entsteht ein Risiko nicht dann, wenn man auf diesem Markt aktiv ist, sondern eher, wenn man nicht strategisch vorausdenkt.

Ich komme zum Fazit: Die Unternehmen, an denen der Kanton beteiligt ist, haben dadurch keinerlei Vorteile auf dem Markt. Sie müssen nach denselben Regeln wirtschaften. Sie brauchen ihre unternehmerische Freiheit und müssen Gewinne anstreben, ob einem dies passt oder nicht. Ich gehe jedoch davon aus, dass genau jene Parteien, die jetzt diesen Vorstoss eingereicht haben, eigentlich für die unternehmerische Freiheit und das Gewinnstreben eintreten. Dieser Vorstoss ist unnötig und wenig strategisch. Vielleicht würde sich das eine oder andere Problem in den nächsten Jahren mit ein wenig Geduld von selber erledigen. Ich bitte Sie deshalb, sich der SP-JUSO-PSA-Fraktion anzuschliessen und diesen Vorstoss abzulehnen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Dieser Vorstoss greift ein wichtiges Anliegen auf und stellt wichtige Fragen. Sie konnten die Liste der Beteiligungen dem «Bund» entnehmen. Ich bin mir nicht einmal

sicher, ob diese Liste vollständig war. Für solche Beteiligungen braucht es eine besondere Begründung. Mir ist nicht bei allen Unternehmen ersichtlich, dass ein besonderes Interesse seitens des Kantons Bern bestehen soll. Solche Beteiligungen sind meist mit einigem Verwaltungsaufwand verbunden, denn jemand muss sie bewirtschaften. Anscheinend geht es nicht nur um reine Finanzbeteiligungen im Sinne einer Geldanlage, sondern es soll jeweils eine Begründung für diese Beteiligungen vorliegen. Diese Begründungen würden uns sehr interessieren. Wir werden diese Liste sicher in der FiKo traktandieren. Vielleicht kann uns die Finanzdirektion zu jeder einzelnen Beteiligung erklären, aus welchem Grund der Kanton hier aktiv ist, und ob man die Beteiligung nicht abstossen könnte.

Nun stellt sich die Frage, was wir mit diesem Vorstoss tun sollen, der ein Gesetz verlangt. Wir sind der Meinung, dass nicht jede Beteiligung in einem Gesetz geregelt werden muss. Man kann auch eine Reihe von Beteiligungen abstossen, ohne dass man dazu ein Gesetz verfasst. Aus diesem Grund ist eine solche Gesetzgebung «für alles» nicht der richtige Weg. Doch wir finden es wichtig, Klarheit darüber zu schaffen, warum der Kanton eine bestimmte Beteiligung überhaupt braucht. Das möchten wir erreichen, indem wir ein Postulat unterstützen würden.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Es wurde schon sehr viel gesagt, und es wurde auch klar, dass noch vieles in dieser Sache unklar ist. Die SVP hat grosses Verständnis für die Ängste der Gewerbebetriebe und anderer Privatunternehmen. Diese kamen auch uns zu Ohren. Aus diesem Grund ist es uns wichtig, dass wir hier genau hinschauen. Wir haben deshalb auch Sympathien für das Anliegen der Motionäre. Die SVP ist auch ganz klar gegen staatliche Überregulierung. Wir befürchten jedoch, dass das geforderte Gesetz letztendlich zu einer solchen Überregulierung führen könnte. Die Unternehmen mit staatlicher Mehrheitsbeteiligung müssen sich entwickeln können. Es muss eine gewisse unternehmerische Freiheit vorhanden sein. Dies unterstützt die SVP. Die Begründung der Regierung für ihre ablehnende Haltung greift aus unserer Sicht jedoch zu kurz. Wir denken, es sei richtig, dass sich die Regierung der Problematik der Konkurrenzsituation zwischen den öffentlichen und den privaten Unternehmen annimmt. Sie soll dem Grossen Rat in geeigneter Form sagen, wie sie dafür sorgen will, dass alle die gleich langen Spiesse haben. Aus diesem Grund unterstützt die SVP diesen Vorstoss als Postulat. Eine Motion hingegen würde eine Mehrheit unserer Fraktion ablehnen.

Le président. Ich habe mich gerade mit der nächsten Sprecherin unterhalten. Sie benötigt relativ viel Zeit. Ich möchte ihr ersparen, dass die ersten während ihres Votums bereits den Saal verlassen. Somit werden wir dieses Geschäft später weiterbehandeln. Ich danke Ihnen für diese Diskussion und wünsche Ihnen einen schönen Nachmittag.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 41.

Les rédactrices :

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf Lutz (f)